



## ÉDITO

# LES PAYS DEVELOPPES SOLIDAIRES ?

***En ouverture de la COP21, les Etats développés ont lancé un appel à un accord ambitieux face à l'urgence climatique et solidaire avec les pays les plus impactés – essentiellement les moins avancés. Cet appel a le mérite de lancer la COP sur les bons rails... Réalité ou chimère ?***

***Factuellement, les Etats africains appellent à doubler la part du fonds vert réservée au financement des projets pour l'adaptation, soit 32% des 100 milliards de dollars. Mais, visiblement, ce n'est pas le chemin emprunté par les Etats développés qui usent de toutes les arguties possibles pour justifier leur inertie. En fait, derrière le financement des projets par le fonds vert se cachent des intérêts économiques importants. Si les contributeurs privés mettaient sur la table 167 milliards de dollars en 2014, ils percevaient plus 191 milliards. Autrement dit, les multinationales contrôlent, voire imposent via des aides conditionnées à des projets parfois décalés avec les besoins des populations, les projets développés dans les Etats récipiendaires des aides.***

# LES SYNDICATS HISSENT LES COULEURS !



L'espace « générations climat » a ouvert ses portes. C'est un lieu de débats et d'expositions informels conçu par la présidence française de la COP21. La CSI avec ses affiliés français a travaillé pour y avoir sa place.

En présence de Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, les syndicats présents ont inauguré le stand syndical. L'action syndicale ne se limite pas aux problèmes rencontrés sur les lieux de travail, mais aussi aux enjeux de société qui tôt ou tard ont forcément un impact sur les travailleurs. Le réchauf-

fement climatique n'est pas que l'affaire des états et des scientifiques, il est l'affaire de tous.

Les syndicats ne sont pas les négociateurs de l'accord qui devrait déboucher de la COP21, mais des observateurs.

Leur premier rôle est de s'assurer que les négociations soient transparentes et d'exiger qu'il puisse y avoir des espaces de dialogue où les syndicats pourraient faire des propositions. Il s'agit là d'un enjeu de démocratie. La CGT regrette que les portes de réunions clefs et des conférences de presse soient fermées aux observateurs. La CGT entend être un observateur actif et non pas un faire-valoir !

Leur second rôle est de rester vigilant sur les évolutions du texte de l'accord et d'être des lanceurs d'alerte dans leur pays respectif, auprès des travailleurs et non moins citoyens, afin qu'ils se mobilisent si nécessaire. A ce propos, les syndicats sont aujourd'hui choqués par les propositions de modifications, faites par la Norvège et soutenues par l'Union Européenne, de retirer de l'accord les engagements sur le respect des droits de l'homme, sur une transition juste et sur le développement d'emplois décents.



De toute évidence, pour la Norvège et plus globalement l'Union Européenne (et les pays qui la composent dont la France !?), la transition écologique devrait être réalisée dans une économie libérale où les garanties sociales et de droits ne seraient pas du ressort des états... L'égoïsme des pays développés et de leur oligarchie perdure : ils se barricadent dans leur forteresse peinte en vert et les populations en difficulté, ce ne sont pas leurs affaires ! C'est choquant et même honteux !

## SBSTA : DECALAGE ENTRE LES BESOINS DES PAYS LES MOINS AVANCES ET LES CHOIX DES PAYS DEVELOPPES

La politique affichée d'un maximum de réchauffement de 2°C ne correspond pas aux souhaits des pays les moins développés, lors d'une plénière de la SBSTA, l'organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, tous demandent, avec beaucoup de diplomatie dans les salons feutrés du Bourget, 1,5°C.

Les mécanismes proposés par les plus riches ne sont qu'un accompagnement du réchauffement sans rupture avec un système qui nous conduit à la catastrophe.

On trouve pêle-mêle dans les 'events' :

- La réduction du gaspillage : lors de la production et du stockage pour les uns, réduction lors de la distribution et la consommation pour les autres, ...
- Les modifications du comportement : manger moins de viande et mieux pour les uns.... Manger tout court pour les autres.
- La nécessité mais aussi la difficulté de produire plus.
- La demande des pays les moins avancés (PMA), est de toute autre nature. Ils ont dû l'affirmer par une déclaration. Ils alertent sur les besoins de transfert de technologie afin qu'ils puissent s'émanciper des ressources naturelles fossiles qui est parfois leur seul revenu.
- La fracture climatique n'a décidément rien à envier à la fracture sociale. Les question-

nements sont faits par les riches, les fausses bonnes solutions aussi.

Un petit spécial : le Burkina Faso a déposé son premier plan national d'adaptation et il appelle les généreux donateurs pour répondre à ces besoins.

### LA COP21 DOIT S'ENGAGER POUR REDUIRE LES EMISSIONS DE GES DANS LES TRANSPORTS

Plusieurs interventions pendant la réunion du SBSTA, ont souligné les résultats de deux agences de l'ONU, chargées de réglementer les émissions de GES dans le secteur de l'aviation civile internationale (OACI) et du transport maritime (OCI). Or, en réalité, les émissions de ces secteurs ont augmenté de 80% entre 1990 et 2010, alors qu'elles augmentent de 40% pour le reste de l'économie mondiale sur la même période.

Bryan KOHLER, chargé des programmes de développement durable pour IndustriAll, a réaffirmé le besoin d'avoir plus de politique sociale et pour cela, il rappelle la nécessité que toutes les instances progressent dans ce sens. Il a rappelé les mesures adoptées par l'OIT récemment pour une transition juste pour les travailleurs. Ces discussions doivent se poursuivre dans la construction de l'accord de Paris. Changer le monde est indispensable et les syndicats internationaux fourniront leurs solutions pour rendre le changement possible.

SI ON NE FAIT RIEN,  
PERSONNE NE LE FERA À NOTRE PLACE.

#climate21 - coalitionclimat21.org

coalition21  
climat

Lettre d'information quotidienne de la  
délégation CGT à la Cop21  
Responsable de publication :  
Fabienne Cru